

CONSEIL MUNICIPAL du 3 février 2025

Rapport d'Orientations Budgétaires 2025

Rapport d'Orientations Budgétaires 2025



Objectifs du Débat d'Orientations Budgétaires (DOB) :

- **Discuter des orientations budgétaires de la commune**
- **Informer sur la situation financière**

Le DOB est une étape obligatoire conformément à l'article L. 2312-1 du CGCT et doit se tenir dans un délai de deux mois avant le vote du Budget Primitif.

Un Rapport sur les Orientations Budgétaires (ROB) doit être présenté et comporter les orientations budgétaires pour les années à venir, les investissements envisagés, la situation de la dette, ses objectifs concernant l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement en valeur et l'évolution du besoin de financement annuel. ET, pour les communes de plus de 10 000 habitants, le rapport comporte, en outre, une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs (évolution prévisionnelle et exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail).

Le ROB présente les hypothèses retenues pour la construction du budget annuel qui est donc à ce stade en cours de préparation.

Les hypothèses retenues doivent permettre de garantir, sur le long terme, les équilibres budgétaires, et la solvabilité financière de la Ville.

Le bon équilibre est celui qui permet un programme d'investissements ambitieux pour les Carrillons.

Aussi, l'épargne et le délai de désendettement demeurent les éléments clé pour mesurer notre situation financière.

SOMMAIRE

Contexte socio économique

- Environnement global
- Environnement des collectivités locales

Perspectives 2025

- Projection des résultats 2024
- Recettes de fonctionnement
- Dépenses de Fonctionnement

Programmation des investissements

- Bilan 2024 et RAR
- Bilan opérations
- Axes fin de mandat

CONTEXTE SOCIO ÉCONOMIQUE *

ENVIRONNEMENT GLOBAL

**Environnement
mondial**

France

Le ROB s'inscrit dans l'évolution globale des évolutions structurelles et conjoncturelles mondiales et nationales. Il est donc proposé de mettre en perspective la dynamique de la commune avec les variables qu'elle ne maîtrise pas mais qui influent sur son quotidien comme les hypothèses en matière d'évolution de croissance, de l'inflation et de taux d'intérêt.

** Source Dossier Banque de France, FMI*

Environnement mondial

- *La croissance mondiale se stabilise en 2024 à 3,2% du fait des politiques monétaires menées par les banques centrales. Elle serait attendue à 3,3% en 2025.*
- *L'inflation commence à fléchir et arrivera à 4,5% d'ici la fin de l'année 2025.*
- *L'escalade des conflits régionaux, des politiques monétaires trop restrictives et une volatilité des marchés financiers pourraient toutefois freiner cette dynamique selon le FMI.*
- *Pour la zone euro, la croissance devrait être de 1,3% en 2025 après une année 2024 à + 0,8%.*
- *La politique monétaire de la BCE a conduit à une baisse de l'inflation qui atteindrait 2,3% en 2024 puis 2,1 % en 2025.*

France

- *La France devrait connaître une augmentation de 1,1% de sa croissance en 2025. La croissance qui devrait être soutenue par la consommation des ménages.*
- *La dette publique serait de 114,7 % en 2025 (+0,9% par rapport à 2024) et le déficit public est évalué entre 5 et 5,5% en 2025 (entre - 18 et - 10 % par rapport à 2024).*
- *La France n'a toujours pas adopté de budget en 2025 et traverse une crise politique majeure depuis les débuts de la Vème République*

CONTEXTE SOCIO ÉCONOMIQUE *ENVIRONNEMENT COLLECTIVITÉS LOCALES*

Absence de loi de finances 2025

La dissolution de l'Assemblée Nationale en juin suivie de la motion de censure qui a suivi en décembre a plongé le pays dans une instabilité politique et budgétaire qui ne permettent pas, à l'heure où sont écrites ces lignes, de se projeter vers l'adoption d'un budget de l'État contenant les mesures à destination des collectivités territoriales.

CONTEXTE SOCIO ÉCONOMIQUE *ENVIRONNEMENT COLLECTIVITÉS LOCALES*

Loi spéciale

Pour l'instant, les dispositions de la loi spéciale votées le 20 décembre 2024 ont reconduit les enveloppes des dotations de l'État à destination des collectivités au même montant qu'en 2024.

Il est vraisemblable que des ajustements interviendront après l'adoption du budget 2025 de l'Etat.

Perspectives 2025 (Bilan provisoire 2024)

**Projection des
résultats 2024**

**Recettes de
fonctionnement**

**Dépenses de
fonctionnement**

Comme indiqué précédemment, le ROB s'inscrit dans l'évolution globale des évolutions structurelles et conjoncturelles mondiales et nationales. Mais il s'inscrit également dans une dynamique propre. Il convient d'en intégrer les éléments pour la construction budgétaire.

Rapport d'Orientations Budgétaires 2025

Au moment de la rédaction de ce ROB, des écritures comptables sont encore en cours. Ces résultats sont donc provisoires.



BILAN PROVISOIRE 2024 - BP/DM-CA 2024 En M€	BP/DM 2024 voité	CA 2024 projeté
Recettes réelles de Fonctionnement	21,3	21,7
<i>Dont impôts directs</i>	10,1	10,3
Dépenses réelles de Fonctionnement	20,2	18,7
<i>Dont RH</i>	11,6	10,9
= Autofinancement	1,1	3,0
Recettes réelles d'Investissement	7,2	5,8
<i>Dont appel à l'emprunt</i>	0,0	0,0
Dépenses réelles d'Investissement	16,5	10,2
<i>Dont dépenses équipement et travaux</i>	15,5	9,2
= Besoin de financement	-9,3	-4,4

Rapport d'Orientations Budgétaires 2025



Reprise des résultats (provisoires) du Compte administratif 2024

FONCTIONNEMENT

Excédent estimé de la section
de fonctionnement au
31/12/2024

6 595 000 €

SOLDE RATTACHEMENTS 2024

- 658 000 €

*(66 K€ Recettes Fonctionnement –
724 K€ Dépenses Fonctionnement)*

**Solde de fonctionnement
à reprendre en 2025**

=

5 939 000 €

INVESTISSEMENT

Excédent estimé de la section
d'investissement au
31/12/2024

892 000 €

RESTES À RÉALISER
À REPORTER SUR 2025

- 2 040 000 €

*(1,7 M€ Recettes Investissement –
3,8 M€ Dépenses Investissement)*

**Solde d'investissement
à reprendre en 2025**

=

- 1 150 000 €

Résultat global 2024 = **4,8 M€**

Rapport d'Orientations Budgétaires 2025



Rappel de la situation financière de la commune

- *Des taux d'imposition maintenus en 2025 comme en 2024*
- *Volonté de maîtriser les dépenses de fonctionnement et de rechercher un autofinancement suffisant malgré la crise économique mondiale se répercutant sur l'économie nationale avec une inflation qui reste forte, notamment sur l'énergie et les denrées alimentaires*

*Un encours de dette de 13,5 M€ au 31/12/2025 soit **883** €/hab. (moyenne de la strate 2023 de 801 €/hab.)*

	2024	2025	2026
Capital restant dû au 31/12	14 549 492	13 540 510	12 510 987
Endettement / habitant (base INSEE 2023)	949	883	816

Une gestion efficace qui s'adapte à la situation de crise

Section de FONCTIONNEMENT

ROB 2025

L'ensemble des données du compte administratif 2024 demeure des données projetées jusqu'à mise en concordance avec le compte de gestion.

ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES

Fiscalité

Dotations

**Produits des
services**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT



FISCALITÉ : IMPÔTS ET TAXES

Rappel des taux 2024

TFPB 30,68% (30,68%) TFNB 64,66% (64,66%)

€	BP 2024	CA 2024 provisoire	ROB 2025
Taxe Foncière Propriétés Bâties	8 626 434 €	8 650 961 €	8 798 027 €
Compensation TH <small>par coefficient correcteur</small>	1 345 000 €	1 400 734 €	1 400 734 €
Taxe d'habitation sur résidence secondaire	101 101 €	133 411 €	102 820 €
Taxe Foncière Propriétés Non Bâties	81 546 €	80 046 €	81 406 €
Rôles complémentaires	65 000 €	75 161 €	70 000 €
	10 219 621 €	10 340 313 €	10 452 988 €

Intégration de la revalorisation des valeurs locatives (+ 1,7%)

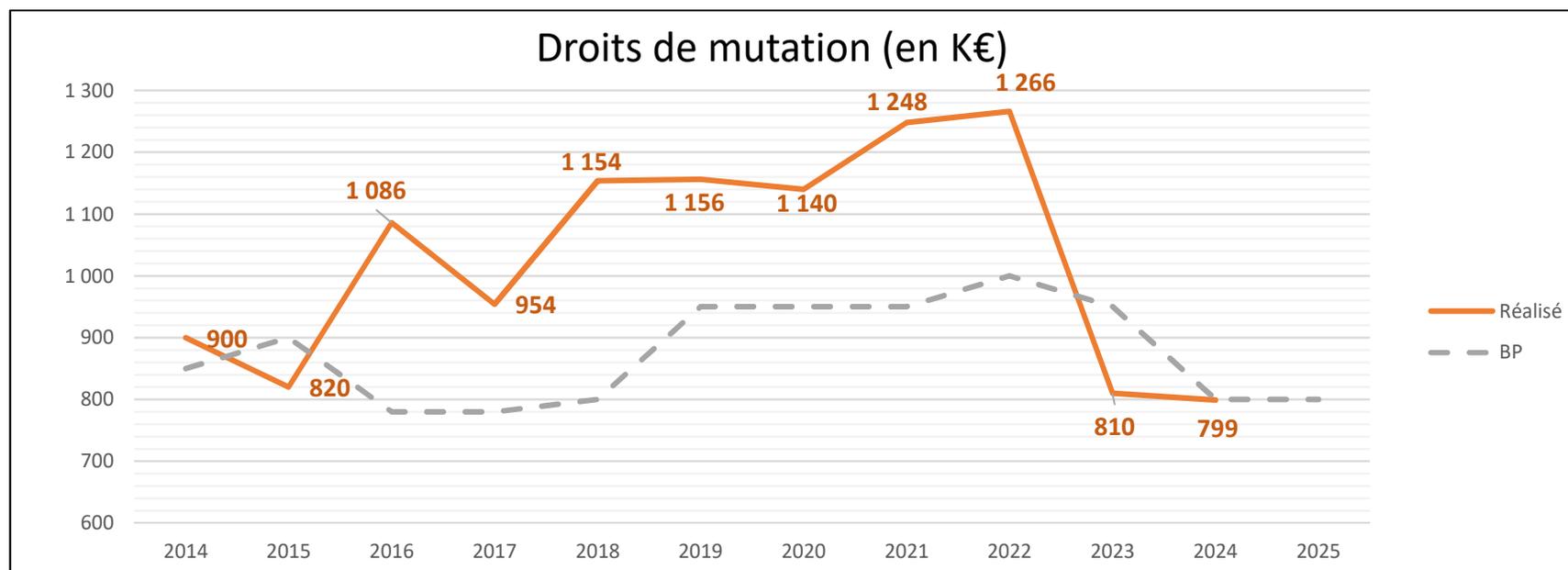
L'hypothèse de produit retenue pour servir de base à la préparation budgétaire s'élève à 10 452 988 €, montant retenu en attente de la notification des bases et de l'actualisation du coefficient correcteur par les services de l'Etat normalement en mars prochain.

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

FISCALITÉ : DROITS DE MUTATION

Chiffrage basé sur le plancher des réalisés de l'année précédente

€	BP 2024	CA 2024 provisoire	ROB 2025
Droits de mutations	800 000 €	799 571 €	800 000 €



RECETTES DE FONCTIONNEMENT



FISCALITÉ : ATTRIBUTION DE COMPENSATION (AC)

Attributions de compensation		Variation
2016	4,123 M€	+ 1%
2017	3,979 M€	- 3,5%
2018	4,264 M€	+ 7,1%
2019	4,264 M€	=
2020	4,190 M€	-1,75%
2021	4,158 M€	-0,75 %
2022	4,158 M€	=
2023	4,158 M€	=
2024	4,158 M€	=
2025 (BP)	4,158 M€	=

Le projet de pacte financier, voté par la CASGBS en décembre 2021, fixe le principe, hors modification de périmètre, d'une stabilité des AC au niveau de celui de 2024. Sous réserve donc des propres contraintes qui se poseront à elle. ¹⁶

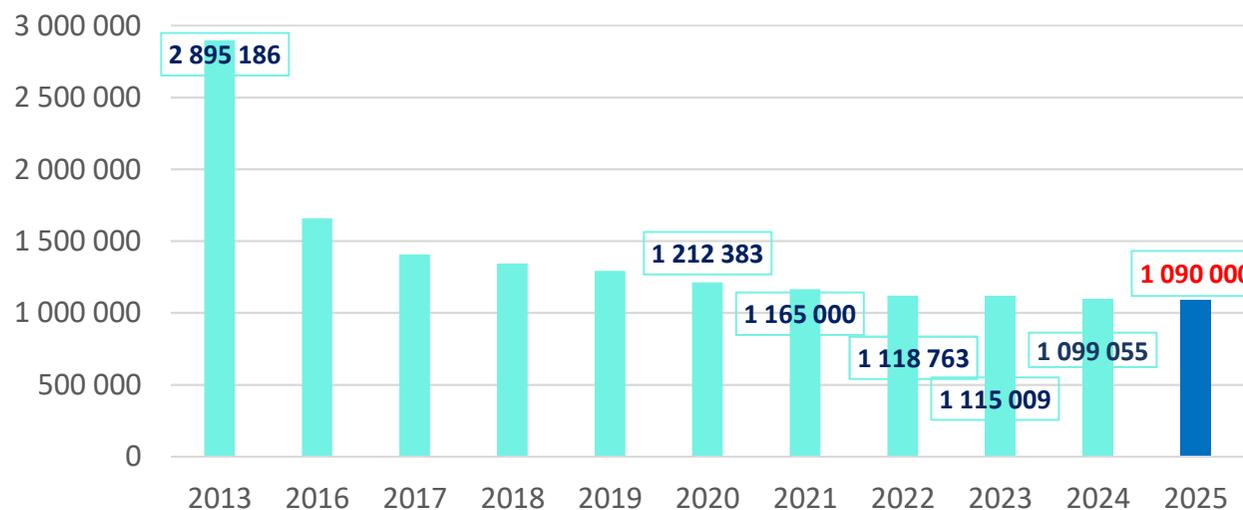
RECETTES DE FONCTIONNEMENT



DOTATIONS ET PARTICIPATIONS

€	BP 2024	CA 2024 provisoire	ROB 2025
DGF	1 115 000 €	1 109 009 €	1 090 000 €
CAF	844 136 €	762 172 €	837 855 €*
Compensation (T.H &) T.F	65 000 €	75 161 €	70 000 €

DGF 2013-2025



Pour 2025, il est proposé de baisser le montant de la DGF de 1% car il s'agit de la baisse moyenne constaté sur les 3 derniers exercices.

* Des rendez-vous ont eu lieu avec la CAF pour affiner au maximum les prévisions de recettes

RECETTES DE FONCTIONNEMENT



RECETTES DES SERVICES

Services Scolaires (restauration, garderie, études, TAP), Petite Enfance (crèches), Conservatoire de musique, Bibliothèque, Occupation du domaine public	
2017	3,038 M€
2018	2,722 M€
2019	2,761 M€
2020	2,115 M€
2021	2,115 M€
2022	2,537 M€
2023	2,575 M€
2024 provisoire	2,688 M€
2025 BP	2,723 M€

RECETTES DE FONCTIONNEMENT



Placements financiers

En 2023, la ville s'est lancée dans une stratégie financière active visant à faire fructifier sa trésorerie. L'objectif affiché était un gain de **260 K€**.

Achat de parts sociales
à la Caisse d'Épargne
pour 2 millions d'€ -
juillet 2023 à mai 2024
Taux d'intérêt = 3 %

Intérêts perçus
50 K€

Placement via des
comptes à terme de
5,87 millions d'€
auprès du trésor Public
- juillet 2023 à février
2024

Intérêts perçus
127 K€

Placement via des
comptes à terme de
4 millions d'€ auprès
du trésor Public - mars
2024 à juin 2024

Intérêts perçus
43 K€

Placement via des
comptes à terme de
4 millions d'€ auprès
du trésor Public -
juillet 2024 à
aujourd'hui

Intérêts estimés*
105 K€

La ville a donc dépassé l'objectif initial car le gain est de **325 K€**, soit **+ 65 K€** par rapport à l'objectif initial. Les gains seront peut-être plus importants si la trésorerie le permet notamment en fonction du rythme des décaissements liés aux investissements.

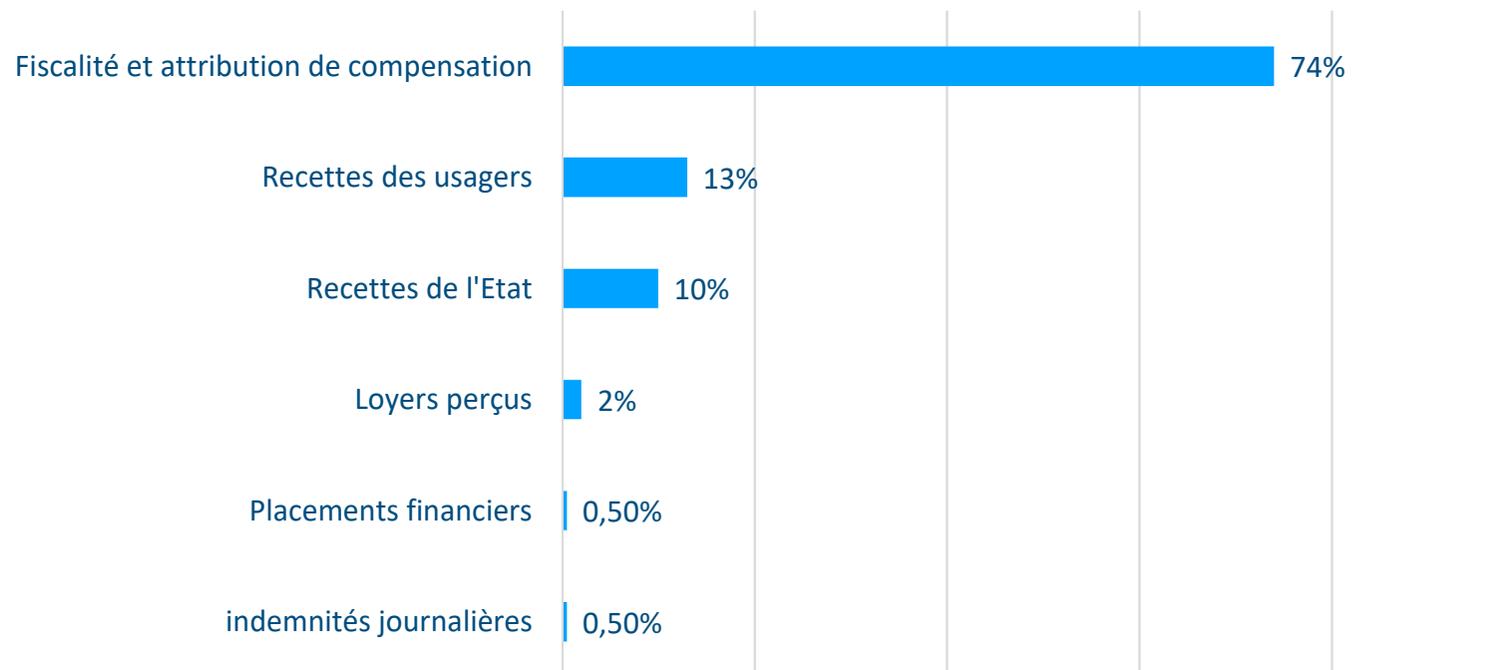
*Les intérêts sont estimés à 104 K€ si la ville laisse le placement dans son intégralité jusqu'au 5 avril 2025.

RECETTES DE FONCTIONNEMENT



Les recettes réelles de fonctionnement de la ville sont estimées à 21,2 M€ :

Compositions des recettes de fonctionnement



RECETTES DE FONCTIONNEMENT



DOTATIONS ET PARTICIPATIONS

	2013	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
DGF*	2 895 186	1 660 194	1 405 890	1 343 403	1 291 251	1 212 383	1 164 474	1 118 763	1 115 009	1 099 055	1 090 000
RRF*	21 757 012	20 512 677	20 000 838	20 711 937	20 342 155	19 996 033	20 240 286	21 635 377	22 196 586	21 720 926	21 250 542
% des RRF	13,31%	8,09%	7,03%	6,49%	6,35%	6,06%	5,75%	5,17%	5,02%	5,06%	5,13%

* DGF = Dotation Globale de Fonctionnement * RRF Recettes réelles de fonctionnement

	2013	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
FPIC*	65 398	191 981	285 478	423 359	430 239	430 239	448 250	433 909	418 943	395 844	410 000
Loi SRU*	6 766	58 433	66 382	55 643	51 459	56 042	61 797	93 106	90 912	121 866	140 000
Etat	72 164	250 414	351 860	479 002	481 698	486 281	510 047	527 015	509 855	517 710	550 000

* FPIC = Fond de Péréquation Intercomr * SRU = Solidarité et Renouvellement Urbain

La DGF a baissé de 62,4% depuis 2013 => Perte cumulée de - 1 805 186 €

A cela s'ajoute les prélèvements de l'Etat qui ont progressé (+662 %), essentiellement le FPIC et la pénalité relative à loi SRU.

Solde Net sur 11 ans : - 2 283 022 €

✓ 2 823 022 € en 2013

✓ 540 000 € en 2025

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT



ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES

Objectif dépenses réelles maximales: 20,0 M€ (+0,5%)

Dépenses de
personnel

Charges à
caractère
général

Autres

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT



CHARGES DE PERSONNEL

Masse salariale 2025 = 11,18 M€ **projetée en cours d'arbitrage**

(BP 2024 = 11,44 M€ CA 2024 = 10,81 M€)

- Nombre d'agents rémunérés : 298 correspondant à 238 ETP
- Nombre d'emplois permanents : 260
- Âge moyen : 44 ans
- Répartition H/F : 43 % d'hommes 57 % de femmes
- Glissement Vieillesse Technicité (GVT) à **0,10** % = soit 10 k€
- Augmentations règlementaires et obligatoires
- Validations de services : 15 K€

Les augmentations expliquées :

- Glissement vieillesse technicité : 10k€ environ sont liés aux avancements d'échelons (vieillesse), de grades et promotions internes 2025 (technicité).
- Prévision d'augmentation de 77,5 K€ des cotisations à la Caisse Nationale de Retraites des Agents des Collectivités Locales (CNRACL) en fonction du projet de lois de finances pour 2025

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT



CHARGES DE PERSONNEL

Répartition de la masse salariale

Traitement indiciaire	5 939 K€
Cotisations	3 220 K€
Régime indemnitaire	1 812 K€
Heures supplémentaires	184 K€
Avantages en nature	40 K€
Bonification indiciaire	39 K€

Hors masse salariale (Assurance, Prévention) 136 K€

Évolution de la masse salariale

2008	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025 Prév
10 920 000	11 835 505	11 741 857	11 080 495	9 803 260	10 371 439	10 460 805	10 597 335	10 819 288	10 716 987	10 683 845	10 952 018	11 369 375



2008 à 2024 = montants payés

- + 3,5 % de point d'indice au 1^{er} juillet 2022
- + 1,5 % de point d'indice au 1^{er} juillet 2023
- + 5 points d'indice au 1^{er} janvier 2024

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

CHARGES À CARACTÈRE GÉNÉRAL

Chapitre 011 : Projection 2025 = 6,2 M€ (BP 2024 : 6,2 M€, CA 2023 5,6 M€)



Dans un contexte incertain où le manque de visibilité lié à l'absence de loi de finances, la ville anticipe les ajustements budgétaires suivants :

→ Augmentation du coût de l'énergie (+ 160 K€) et notamment du gaz, revalorisation de 3% des DSP relatives aux crèches de la ville et anticipation d'une hausse de 4% du coût du contrat de restauration scolaire. Les augmentations liées aux assurances représentent un surcoût de 46 K€.

→ Les charges à caractère général en résumé

- 1 309 K€ Fluides et carburant
- 1 150 K€ DSP 4 crèches
- 775 K€ Restauration scolaire
- 702 K€ Contrats d'entretien (voirie, bâtiments et équipements publics)
- 505 K€ Contrat pour le ménage et les produits d'entretien
- 406 K€ Fournitures (fournitures écoles, EPI, fournitures de bureaux, livres médiathèques)
- 197 K€ Assurances et frais juridiques
- 178 K€ Alimentation, fêtes et cérémonies
- 152 K€ Location de véhicules
- 110 K€ Contrat maintenance informatique
- 102 K€ Taxes foncières
- 94 K€ Téléphonie et internet
- 85 K€ transports scolaires
- 65 K€ Formation des agents

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT



AUTRES

CHARGES DE GESTION COURANTE

€	BP 2024	CA 2024 provisoire	ROB 2025
SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS	121 000 €	121 00 €	107 900 €* arbitrage des demandes en cours
SUBVENTION CCAS	95 053 €	95 053 €	85 800€

AUTRES DEPENSES OBLIGATOIRES

€	BP 2024	CA 2024 provisoire	ROB 2025
LOI SRU	135 000 €	121 866 €	140 000 €
FPIC	440 000 €	395 844 €	410 000 €
SDIS	570 000 €	577 885 €	575 000 €

FRAIS FINANCIERS

Intérêts de la dette : **460 K€** (BP 2024 : 615 K€ CA 2024 : 510 K€)

* L'amicale du personnel cessera son activité en 2025 occasionnant une enveloppe de - 25 K€ par rapport au BP 2024

ÉVOLUTION ÉPARGNE NETTE



	2013	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024 prov
Recettes Réelles de Fonctionnement hors cession	21 757 012	20 512 677	20 000 838	20 711 937	20 342 155	19 996 033	20 240 287	20 765 477	21 238 030	21 720 926
Dépenses Réelles de Fonctionnement	18 934 409	17 226 432	16 457 805	17 018 160	17 492 020	17 406 073	17 680 913	17 749 619	18 391 495	18 660 928
<i>Epargne Brute</i>	2 822 603	3 286 245	3 543 033	3 693 777	2 850 135	2 589 960	2 559 374	3 015 858	2 846 535	3 059 999
Rbt du capital de la dette	394 233	494 475	514 502	635 424	1 662 163	680 915	703 983	732 720	970 595	981 907
<i>Epargne nette</i>	2 428 370	2 791 770	3 028 531	3 058 353	1 187 972	1 909 045	1 855 391	2 283 138	1 875 940	2 078 092

Pas de cession en 2024

Section d'INVESTISSEMENT

ROB 2025

ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2025

Travaux

Restes à Réaliser : 3,8 M€

Crédits nouveaux à définir après arbitrages budgétaires

Financements

Restes à Réaliser subventions : 1,7 M€
Fond de Compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée et Taxe d'aménagement :
1 358 K€
Subventions nouvelles en cours d'instructions
Autofinancement & amortissements

Dettes

Emprunt d'équilibre à définir à l'issue des arbitrages budgétaires

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT



RESTES À RÉALISER 3,8 M€

Dont reports principaux

- 1,223 M€ Acquisitions foncières (parcelles BI57 994 K€ [Sports en Rives de Seine], + frais évictions 236 K€)
- 412 K€ Etudes gymnase de l'Ardente, ALSH Pierrots et médiathèque
- 391 K€ Travaux poste de police municipale
- 362 K€ Etudes et travaux du parc paysager
- 358 K€ Etudes et travaux pour les ilots de fraîcheur (rue et parvis Catelaine et rue Fleury)
- 188 K€ Travaux de voirie
- 120 K€ Informatique (autocom) et logiciels
- 109 K€ Aménagement parking Claude Monet
- 88 K€ Equipements sportifs
- 88 K€ Bâtiments scolaires et crèches
- 77 K€ Eclairage public

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT



DEMANDES 2025 : 7,9 M€

A ce stade d'élaboration budgétaire, tous les projets ne sont pas arrêtés et sont en cours d'arbitrage. Ces données servent à permettre un débat transparent.

Dépenses d'équipements (gros entretiens, remises en conformité, réparations, améliorations) 6 904 K€ Dont :

travaux parc paysager	1 420 K€
Travaux bâtiments scolaires et crèches	840 K€
Travaux bâtiments publics (gymnases, CTM, ville, culturel)	535 K€
Vidéo protection phase 4	440 K€
Etude opération Ardente, Pierrots et médiathèque	430 K€
Achat logiciel et matériel informatique et infrastructure	364 K€
Enveloppe travaux urgents voirie	300 K€
Autres travaux et équipements voirie	227 K€
Achat mobilier	202 K€
Restructuration chaussée rue de la pature	165 K€
Travaux gymnase Alouettes	160 K€
Enveloppe travaux imprévus bâtiments	150 K€
Réfection stade de la marine + éclairage	150 K€
Eclairage publics	150 K€
Etudes et plantations d'arbresparc de la mairie	130 K€
Achat de foncier	98 K€
Caméra piéton PM	96 K€
Travauxposte police municipale	57 K€
Achat véhicule (goupil)	50 K€

Remboursement Emprunt

1 010 K€

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Aménagement d'un parc paysager de conception écologique

Dépenses	2024	2025	
	Payé	Reports 2024	Crédits 2025
Etudes	107	42	20
Aménagement et travaux	35	320	1 400
Total		1 925	

Recettes	2025
Subventions région et DETR	510
FCTVA	263
Total	773

Coût net pour la ville	1 152
-------------------------------	--------------

Le parc sera inauguré en mai 2025, sauf imprévu.



RECETTES D'INVESTISSEMENT



RESTES À RÉALISER 1,7 M€

→ **Subventions : 1,5 M€**

879 K€ subvention Région pour les lots A et E (EVS, Ludothèque et crèche)

535 K€ subvention CAF pour les lots A et E (EVS, Ludothèque et crèche)

→ **Travaux effectués d'office : 0,2 K€**

204 K€ Péril Bresnu

RECETTES D'INVESTISSEMENT



FINANCEMENTS

- FCTVA 1 047 K€
- Subvention Région et DETR pour le parc paysager 510 K€
- Taxe d'aménagement 311 K€
- Amendes de police 50 K€
- Autofinancement via le résultat de 2024
- Emprunt d'équilibre à déterminer

DETTE - ROB 2025



Encours au 31/12/2025 = 13,5 M€ dont 3,41 M€ au titre des produits structurés DEXIA

Capital restant dû (CRD)	Taux moyen	Durée de vie résiduelle	Durée de vie moyenne	Nombre de lignes	Remboursement capital 2025
13 540 511 €	2,73%	21 ans et 9 mois	7 ans et 6 mois	11	1 010 000 €

Type	Capital restant dû	% d'exposition	Taux moyen Annuel
Fixe	10 132 022 €	74,83%	0,95%
Pente	3 408 409 €	25,17%	7,90%
Ensemble des risques	13 540 509 €	100,00%	2,73%

Prêteur	CRD	% du CRD
CAISSE D'EPARGNE	5 032 500 €	37,17%
CREDIT AGRICOLE	3 866 463 €	28,55%
DEXIA CL	3 408 409 €	25,17%
CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 200 000 €	8,86%
Agence de l'eau Seine Normandie	33 139 €	0,24%
Ensemble des prêteurs	13 540 511 €	100,00%

Remboursement de la dette



Capacité de désendettement provisoire
(dette 31/12/24, Epargne brute/CA 2024) = **4,75 années**
(4,53 en 2023)

**BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT
PRESTATIONS DE SERVICES**

**FONCTIONNEMENT
&
INVESTISSEMENT**

ROB 2025

BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT PRESTATIONS DE SERVICES



Le budget Assainissement Prestations de services retrace les flux croisés entre la CASGBS et la commune qui gère la compétence, pour son compte et dans le cadre de la convention signée en décembre 2019.

Ces conventions ayant été modifiées en 2021 à la demande la Préfecture, ce budget retrace désormais uniquement les dépenses et leur remboursement, les recettes étant directement perçues par la CASGBS.

	DÉPENSES 2024		RECETTES 2024	
INVESTISSEMENT	Travaux d'office	511 833,58	Travaux d'office	511 833,58
TOTAL		511 833,58		511 833,58
FONCTIONNEMENT	Prestations de services et entretien des réseaux	491 137,58	Refacturation travaux CASGBS	491 137,58
TOTAL		491 137,58		491 137,58

CONCLUSION



Le prochain budget sera construit de façon raisonnée,
en associant préservation de l'épargne et étalement des investissements.

CONSEIL MUNICIPAL du 3 février 2025

Merci de votre attention